

le réseau national **École**
constitue un collectif
de travail ouvert
composé de militants
communistes, associatifs
et syndicaux qui ont
à cœur de travailler
à la transformation
progressiste de l'École

n° 39 juin 2009

la lettre

réussir la transformation progressiste de l'École

n'hésitez pas
à nous faire suivre
vos informations
ou initiatives
afin que nous puissions
les relayer

le secrétariat du réseau

mail : ecole@pcf.fr

Tél : 01 40 40 12 05

www.pcf.fr

éditorial

L'urgence de l'alternative à gauche

« De la Maternelle à l'Université », depuis des mois
les luttes se développent. Elles mettent en exergue
l'urgence de créer les conditions de l'alternative politique.

L'ex ministre Darcos annonce un peu avant son départ du ministère que 16 000 postes disparaîtront à la prochaine rentrée, ce qui renforcera encore les inégalités. Début septembre, les jardins d'éveil entreront dans le champ de l'expérimentation, à terme ils se substitueront à l'école Maternelle. La fin de la sectorisation, l'empilement de réformes mise en œuvre par les ministres ces dernières années s'inscrivent dans une refondation de l'école et de l'université telle que définie dans la lettre de Nicolas Sarkozy aux éducateurs. Une école taillée sur mesure pour répondre aux objectifs de la mondialisation capitaliste.

Les mobilisations sont importantes, mais les forces de la transformation sociale sont aujourd'hui dans l'incapacité de porter un projet alternatif. Or, comment donner de la force au mouvement social si les actions ne portent que sur la défense de l'existant. Il y a donc urgence de travailler simultanément sur deux registres, celui du projet et celui d'une nouvelle articulation du social et du politique. Face au projet réactionnaire de Nicolas Sarkozy, il faut que se retrouvent ensemble citoyens, syndicalistes, politiques, associatifs, pour élaborer un projet partagé, le faire vivre dans la rue et dans les urnes, le porter ensemble jusque dans les institutions.

Tout le XXème siècle a été traversé par la subordination du social au politique. Aujourd'hui, ce qui prédomine, c'est la séparation : le politique d'un côté, le social de l'autre. Rien ne changera si nous ne sortons pas de cette situation. Le conseil national du Parti communiste français s'est posé la question de surmonter cette dissociation en prenant l'initiative d'ouvrir un espace de débat, en présence de représentants des mouvements sociaux, c'est une bonne chose.

Le réseau École souhaite prolonger cette démarche en faisant de cette question le thème du principal de son débat à la Fête de l'Humanité : **École, culture, quelles conditions réaliser pour des mobilisations victorieuses ?**

Je vous y donne rendez-vous.

Bernard Calabuig

membre de l'exécutif national, responsable du réseau École

DANS CE NUMÉRO

Interventions des élus *page 2*

Jardins d'éveil, une régression
page 3

Idées

Pensées progressistes
sur l'École *page 4*

Culture et humanités
selon Paul Langevin *page 6*

Europe et École :
débat à Lyon *page 8*

la question de la violence à l'école ne saurait souffrir un simple affichage sécuritaire

**Brigitte
Gonthier-Maurin**

sénatrice
des Hauts-de-Seine

**Marie-Hélène
Amiable**

députée
des Hauts-de-Seine
Maire de Bagneux

Les annonces formulées d'abord par le ministre de l'Éducation nationale puis reprises aujourd'hui par le président de la République appellent plusieurs remarques.

Encore une fois, passés les annonces chocs, c'est le flou qui domine. Le flou mêlé à l'absurde si l'on se réfère à l'installation de portiques dans les établissements : pas un mot du ministre sur le financement de ces équipements coûteux, ni sur la faisabilité concrète et matérielle de tels dispositifs alors que les deux tiers des établissements

du secondaire accueillent plus de 300 élèves ! Au rythme de trente secondes nécessaires pour contrôler chaque élève, il faudra désormais les convoquer à 6 heures du matin au moins !

Le gouvernement ne craint pas non plus les amalgames les plus graves car, si l'on en croit Xavier Darcos, ces mesures seront intégrées à la proposition de loi de Christian Estrosi visant à renforcer la lutte contre les bandes violentes, qui sera examinée cet été. On reste bien dans le thème cher au président de la République qui voit derrière chaque enfant un délinquant en puissance.

Car il ne s'agit pas, pour la majorité présidentielle, de s'interroger sur les causes de la violence, sinon pourquoi les limiter à la question de l'introduction des armes dans les établissements alors que, selon les chiffres du ministère, seulement 1,2 % des incidents déclarés concernent le port d'arme blanche et 0,1 % le port d'arme à feu ? L'installation de portiques, la fouille des élèves ne sont bien que des chiffons rouges sécuritaires agités selon la recette désormais éprouvée par l'UMP en période électorale.

Mais quid de la question des violences verbales, des incivilités répétées, qui touchent élèves et enseignants ? Quid de la dégradation des conditions de travail qui mine certains établissements ?

De cela, le ministre, comme le président, n'en parlent pas. Or, budget après budget, le ministère vide les établissements du secondaire des adultes qui, aux côtés des enseignants dont les suppressions de postes se succèdent, contribuent à la vie scolaire des élèves : surveillants, conseillers principaux d'éducation, conseillers d'orientation psychologue, infirmières et médecins scolaires... et n'annonce toujours rien sur la revalorisation si nécessaire du métier d'enseignant.

L'exemple des conseillers principaux d'éducation (CPE) est symptomatique, alors que le ministre parle de créer « une force mobile d'agents ». Les CPE sont justement les personnels chargés d'organiser la vie scolaire de l'établissement, de surveiller les absences, de détecter les décrochages, de prendre également en charge des questions de discipline. Ils sont souvent les premiers interlocuteurs des jeunes et des familles. Or ce corps est en diminution depuis 2007 et le ministère ne propose plus que 200 postes au concours quand les départs en retraite sont au nombre de 500 chaque année ! Autant de postes d'adultes formés, partie prenante de la vie de l'établissement, qui disparaissent.

Le problème de la violence à l'école requiert une rupture avec les politiques qui organisent les restrictions de tous ordres, génératrices d'inégalités, et une réflexion globale impliquant les acteurs de l'ensemble du système éducatif.

Paris, le 28 mai 2009

Communiqué de presse

Supprimer 16 000 postes, c'est dégrader l'offre éducative !

Avant de quitter la rue de Grenelle, Xavier Darcos se targue, dans un entretien à *La Tribune* paru ce matin, de faire de l'éducation nationale le plus gros pourvoyeur de suppressions de postes dans la fonction publique en 2010. Ainsi, ce sont 16 000 postes, dont 14 000 d'enseignants stagiaires et 600 d'agents administratifs, qui seront ainsi « économisés ».

Le ministre affirme que cette politique ne dégradera rien l'offre éducative. C'est faux. La suppression des enseignants stagiaires aura en effet deux conséquences immédiates. D'une part, sur la formation continue des enseignants : en effet ce sont les enseignants stagiaires qui assurent le remplacement des enseignants titulaires lorsqu'ils sont en formation. D'autre part, la « mastérisation » s'accompagnera bien de la disparition de l'actuelle année de formation en alternance. Par ailleurs, ce nouveau tournant de rigueur imposé à l'éducation nationale pourrait bien sonner le glas de l'enseignement agricole public. Pourtant, cet enseignement est souvent une voie de réussite pour des jeunes en situation d'échec scolaire et répond à la diversité des territoires.

Une fois de plus, c'est le grand écart entre les paroles et les actes de la majorité. Depuis 2008, ce sont plus de 40 000 postes qui ont été supprimés. Le nouveau ministre, Luc Chatel, a d'ores et déjà confirmé la poursuite de cette politique de rigueur budgétaire dramatique pour l'école. Ce n'est pas ainsi qu'on fera reculer les inégalités à l'école. L'école a tout au contraire besoin de moyens, de formation, de qualifications reconnues et de statut revalorisé pour ses personnels.

Paris, le 24 juin 2009

**Brigitte
Gonthier-Maurin**

sénatrice
des Hauts-de-Seine
Groupe communiste
républicain et citoyen
et des sénateurs du Parti
de gauche
membre de la commission
des Affaires culturelles

Question écrite publiée dans le JO Sénat du 30/04/2009

Expérimentations menées en septembre 2009 dans des lycées

Mme Brigitte Gonthier-Maurin interroge M. le ministre de l'éducation nationale sur les expérimentations qu'il entend mener dans des lycées en septembre 2009. Le ministère a en effet annoncé, dans le cadre de la réforme du lycée, que des expérimentations concernant « la gestion du temps et l'organisation des classes » allaient être conduites à la rentrée prochaine dans une centaine de lycées. L'annonce de ces expérimentations s'étant faite sans plus de précision,

elle lui demande de bien vouloir lui indiquer sur quoi porteront précisément ces expérimentations et dans quels établissements seront-elles menées ?

De plus, elle demande au ministre sur quelles bases se feront ces expérimentations ? En effet, compte tenu du calendrier retenu par le ministère, et alors même que la « mission de concertation sur le lycée », confiée en début d'année au directeur de l'institut d'études politiques de Paris, ne rendra sa contribution définitive qu'au mois d'octobre, elle s'inquiète de voir ces expérimentations menées à partir d'un projet de réforme pourtant massivement rejeté en décembre dernier par la communauté éducative.

Enfin, elle souhaite interroger le ministre à propos de l'utilisation des nouvelles maquettes de seconde, notamment en mathématiques, élaborées dans le cadre du projet de réforme pourtant reporté. En effet, des enseignants sont sollicités pour donner leur avis sur celles-ci pour une mise en oeuvre dès la rentrée prochaine. Or, il semble que ces maquettes préparent une modularisation de fait des enseignements en seconde alors même que cette question fait encore largement débat.

jardins d'éveil, une régression l'exemple de Levallois-Perret (92)

Annie Mandois
secrétaire nationale
du réseau **École**

Les «couches» de Darcos, n'avaient qu'un but: ramener l'école maternelle à un mode de garde pour justifier son démantèlement.

Nadine Morano prend le relais et veut imposer dès la rentrée des « jardins d'éveil » pour les 2/3 ans, en substitution à l'école maternelle.

Il s'agit donc de supprimer cette structure gratuite, ouverte à tous, intégrée au système public d'éducation, pour installer des garderies payantes, à la charge des communes et des parents.

Une véritable régression : l'exemple de Levallois-Perret, la ville des Balkany, amis intimes de Sarkozy, a servi de terrain d'essai et d'expérimentation (les services du ministère sont venus étudier le fonctionnement).

Depuis 2005, 300 enfants de 2/3 ans sont privés d'école et sont gardés par des animateurs, au prix des crèches, pendant quelques heures ou jours, dans les locaux des centres de loisirs maternelle.

Trois jardins, appelés « de découvertes », gérés par la caisse des écoles, ont été créés par la ville qui, malgré ses démarches, n'a pas obtenu de convention avec la CAF ni le conseil général, car « hors normes ».

D'où le « grand intérêt et soutien » de la municipalité UMP aux nouvelles dispositions qui leur permettra « de toucher des subventions » et qui les confortent dans leur volonté de développer ces structures, qui ont pour mission « de répondre aux besoins de garde d'enfants de 2/3 ans », avec l'objectif avoué de prendre sur les grandes sections de crèches et sur les petites sections de maternelle.

Le « bruit » a couru en 2005 que ce projet aurait été élaboré en relation avec une société privée qui s'est lancée dans la garde d'enfants dans le 92, alors que Sarkozy était président du conseil général et Isabelle Balkany vice-présidente à l'éducation, mais nous n'avons pas réussi à en avoir la confirmation ? Était-ce qu'une méchante rumeur ?

Fonctionnement

Trois jardins fonctionnent et voient « passer » 300 enfants (100 par jardin).

Chaque jardin accueille **40 enfants en même temps**, mais étant donné « la souplesse ! », les parents ayant le « choix ! » **entre 1 jour ou 2, 3, 4**, « comme dans les haltes-garderies », 100 familles sont inscrites et passent un **contrat style PSU – tarif CAF, avec mêmes critères** – avec chaque jardin !

Lieux

Locaux des centres de loisirs maternelle, attenants mais indépendants des locaux stricts des écoles maternelles, d'où, pour le moment, 3 seulement ont été possibles.

- Ouverts uniquement quand les enfants de l'école concernée n'occupent pas le centre de loisirs, soit de **8h30 à 16h, les lundi, mardi, jeudi, vendredi** (le centre étant occupé le mercredi par les enfants scolarisés).

- Les repas sont pris dans les locaux du restaurant scolaire commun, mais plus tôt que les scolaires (à Levallois, restauration privatisée, assurée par Avenance).

- Jeux extérieurs assurés dans la cour de 2 centres, là où elle existe, et dans un parc public proche pour le 3ème ne possédant pas de cour.

La ville a dû changer de locaux pour l'un d'entre eux du fait de leur « non adaptation ».

Personnels

Après avoir voulu nommer des infirmières pour directrices (non accepté par la PMI à leur création, mais désormais prévu dans le projet Morano), la ville a nommé des éducatrices jeunes enfants (même formation/diplôme que dans les crèches).

Les enfants sont confiés à des animateurs des centres de loisirs (8 par animateurs-normes CAF) avec la présence d'un agent technique (genre ATSEM) par jardin.

Parallèlement, avec la fermeture de 4 classes maternelle à la rentrée, conduisant à la fermeture totale annoncée d'une école maternelle, pour transformer les locaux en jardin d'éveil, le nombre de classes sera de 78 pour 87 en 2004, dans une ville où la population n'a cessé d'augmenter (+ 8 000 habitants en 10ans), avec pour conséquences des augmentations d'effectifs dans toutes les écoles maternelles et la place faite à ces structures payantes que certains appellent des « garderies éco+ ».

Empêchons cette véritable régression éducative, qui porte atteinte à la gratuité et n'a qu'un but : réduire les dépenses de l'État et ouvrir en grand le marché de la petite enfance et celui de l'éducation.

L'avenir est dans le développement de l'école maternelle tel qu'il n'a jamais été réalisé.

pensées progressistes sur l'École

José Tovar
secrétaire national
du réseau **École**

Face aux attaques en règle dont fait l'objet l'école depuis plusieurs décennies, pourquoi, au-delà de la défense de l'existant, les forces progressistes ont-elles tant de difficultés à s'unir pour proposer une alternative réellement transformatrice ?

C'est la question que pose Laurent Frajerman, historien de l'éducation, en guise d'introduction du numéro de la revue *La Pensée*¹ consacré pour l'essentiel à un dossier sur le système éducatif aujourd'hui.

La réponse paraît simple : c'est qu'elles divergent sur les solutions à apporter à une crise dont personne ne conteste la réalité. Mais c'est surtout, affirme-t-il d'emblée, parce que le projet global de la gauche est en crise, en lien avec l'approfondissement de la crise du capitalisme et de la société, et que la division des progressistes sur l'école reflète des tensions objectives sur le terrain.

Pour traiter cette question hautement sensible, l'auteur a réuni une dizaine de contributions de chercheurs qui se font écho à partir de la démarche propre à chacun : historiens, sociologues, économistes, philosophes, pédagogues, tous ont en commun le même objectif : identifier les racines de la crise pour construire une cohérence alternative. Où l'on voit la diversité des approches et la complexité du problème...

L'ensemble est introduit par un article de C. Laval, sociologue et économiste, qui situe d'emblée la question au niveau de la « mutation générale des sociétés occidentales ». Il montre que celles-ci obéissent de plus en plus à une rationalité nouvelle qui fait de la loi du marché et de la concurrence une norme générale d'existence. Dans ce contexte, « les champs de la connaissance, de la culture et de l'éducation sont appelés [...] à voir les institutions se modeler sur le fonctionnement des entreprises ». Ainsi, « un modèle cohérent se dessine, celui de l'école néo-libérale, qui met en question les fondements classiques de l'ancien modèle de l'école républicaine ». L'auteur décrit en détail les transformations progressivement imposées en France notamment à partir des préconisations européennes (OCDE ; agendas de Bologne et de Lisbonne...) ; il montre comment se met en place un « curieux système qui associe le management moderne, la pédagogie nouvelle et un conservatisme autoritaire » participant d'un mouvement plus général de responsabilisation des individus dans le cadre de la logique générale de compétition qui doit venir remplacer les logiques de solidarité et d'assistance de l'état providence...

Cette grille de lecture générale donnée, plusieurs études s'enchaînent tendant à dresser une sorte d'état des lieux de la diversité des approches et des réflexions des chercheurs en sciences de l'éducation sur l'école aujourd'hui : ainsi, alors que A. Prost trace, dans un saisissant raccourci, l'histoire de « La gauche et la pédagogie républicaine, 1880-1950 », mettant en évidence l'opposition radicale des enseignants de la SFIO et de la société des agrégés au plan Langevin Wallon, avec l'argument de la défense des humanités classiques, et le refus du « nivellement par le bas » qu'induiraient les principales disposi-

tions du plan, mais aussi « les ambiguïtés de la politique du PCF » peu empressé dans sa défense (il ne le publiera qu'en 1962) ; Guy Coq nous invite à repenser la culture scolaire de l'école de la démocratie², dont l'équilibre instable repose sur une dialectique subtile entre logique égalitaire et logique élitaire, tandis qu'Anne Barrère interroge la notion de « travail scolaire » : travail des élèves, activité contrainte, normée, organisée, dont elle montre que, dans les conditions du développement culturel de la société aujourd'hui, il est davantage source d'incertitudes que de repères stables et surtout pilier explicatif par défaut de l'échec scolaire ; mais travail des enseignants aussi, et cette mise « en miroir » permet un regard nouveau sur les conflits latents qui structurent au quotidien la relation pédagogique entre le maître et l'élève.

Pierre Roche, lui, trace l'historique de la question de l'orientation des élèves et montre comment, des Compagnons de l'Université nouvelle au plan Langevin Wallon, elle se confond avec la notion de « juste sélection » voulant promouvoir « une élite véritable, non de naissance mais de mérite ». À partir du cas de Fadela Amara³, qu'il juge emblématique d'un système où « tout se base sur les notes et sur la discipline, on juge superficiellement et numériquement, on ignore les aptitudes véritables », il montre comment on en est arrivé aujourd'hui à une conception relevant d'un « humanisme positif » qui suppose en chacun une ou des qualité(s) propre(s) à être mise(s) en valeur, notion désignée couramment sous le terme d'« aptitudes » qu'il serait nécessaire de repérer et de cultiver « pour que les différences de rythme, de sensibilités, de caractères, de formes d'in-

1. *La Pensée*, N° 357 spécial école, janvier/mars 2009. 18 euros.
Fondation G. Peri, 11 rue E. Marcel, 93500 Pantin
Tél : 01 41 83 88 50

2. À lire également sur cette question, en fin de dossier, une intervention de P. Langevin de décembre 1944 consacrée à la réforme de l'enseignement, « pierre angulaire de la reconstruction de notre pays » sur le thème *Culture et Humanités*

3. La secrétaire d'État à la ville a été orientée en fin de 3ème vers un CAP d'employée de bureau, pour cause d'insuffisance de niveau et de problèmes de discipline, décision qu'elle continue aujourd'hui de considérer comme une injustice.

PENSÉES PROGRESSISTES... (suite)

telligence soient mieux prises en compte et que chacun puisse réussir ⁴ »

La place manque ici pour citer chaque article et en montrer tout l'intérêt. On remarquera en particulier la nouvelle analyse de l'échec scolaire » menée par Stéphane Bonnery, qui remet notamment en cause le fonctionnement de l'école élémentaire et de ses enseignants, ou l'article de J. Deauvieux qui rend compte d'une recherche menée entre 1996 et 2000 sur les comportements professionnels des enseignants du second degré face au phénomène de massification scolaire de ces trois dernières décennies, où il apparaît que les façons de faire face à la difficulté scolaire ont peu à voir avec l'ancienneté dans le métier mais essentiellement, en dernière instance, avec les rapports que l'enseignant entretient avec les savoirs savants, c'est-à-dire « dans le registre des ressources cognitives que les enseignants peuvent mobiliser en situation ».

Il revenait à L. Frajerman lui-même, chercheur, mais aussi professeur d'histoire en lycée, de mettre le doigt sur quelques unes des contradictions (ou « tensions ») qui traversent la partie la plus progressiste du corps ensei-

gnant lui-même: privilégier l'égalité des élèves ou le mérite ? Pédagogies nouvelles (actives) ou traditionnelles ? Stratégies éducatives individualisantes, ou collectives ? L'auteur, analysant l'échec des politiques scolaires de la gauche depuis plusieurs décennies estime, en tout cas, qu'il faut « réformer l'école avec les enseignants et non contre eux », et que « la solution passe par la co-construction des réformes », préconisant en particulier de s'inspirer des méthodes d'analyse et des pratiques de l'éducation populaire. Mais il estime qu'il serait « illusoire d'espérer créer immédiatement un nouveau consensus entre progressistes tant les points de tensions sont nombreux et tant ils correspondent à des tensions objectives »...

Le contexte d'une actualité particulièrement bouillonnante au plan universitaire dans lequel paraît cet ouvrage fait que l'on regrettera l'absence de référence à certaines questions telles que la formation des maîtres, ou à l'école maternelle, par exemple. Mais la revue n'avait pas la prétention de publier une somme...

4. Extrait de la *Lettre aux éducateurs* de N. Sarkozy, septembre 2007

culture et humanités selon Paul Langevin

Nous publions de larges extraits d'un texte de Paul Langevin qui, sur bien des points, correspond à l'actualité de la crise que connaît aujourd'hui l'école.

Ce texte, reproduit dans le premier numéro¹ de *La Pensée* – daté d'octobre-novembre-décembre 1944 mais retardé jusqu'en janvier 1945 faute de papier – est celui d'un discours que Paul Langevin avait prononcé le 7 décembre, consacré à la réforme de l'enseignement, « véritable pierre angulaire dans la reconstruction de notre pays », selon lui.

Fondateur de *La Pensée* en 1939 avec, entre autres, Georges Politzer, Georges Cogniot, Paul Laberene, le grand savant venait de se voir confier par René Capitant, nouveau ministre de l'Éducation nationale, la présidence d'une commission ministérielle dont les travaux aboutiront en 1947 au fameux plan Langevin-Wallon². Après l'éviction des ministres communistes, la mise en sommeil de ce plan comme de plusieurs des projets nés de la Résistance explique en partie la suite de l'histoire des services publics.

« Il importe de voir clairement quels doivent être les buts et les principaux caractères d'une organisation permettant à chaque enfant de développer pleinement sa personnalité, donnant à chacun les moyens d'accéder, pour le plus grand bien de tous, à la forme d'activité où il peut rendre le plus de services, en raison de ses aptitudes et de son effort personnel. Il s'agit [...] de poser et autant que possible de résoudre [...] ce problème des humanités qui préoccupe depuis si longtemps les éducateurs, de définir, dans leur unité et leur diversité, les aspects de la culture et de la formation professionnelle que doit donner l'enseignement [...]

« La culture est ce qui permet de former l'être humain à partir de l'enfant, de le préparer et de l'adapter aussi largement que possible à la vie, au contact avec la nature et avec les hommes, à l'action sur les choses d'accord avec les hommes. Sous ses divers aspects, scientifique et technique, littéraire, philosophique et artistique, moral et civique, la culture doit développer, à mesure de leur apparition, les diverses facultés, inégalement présentes chez les divers individus, d'observation, de réflexion abstraite, d'expression verbale ou plastique, et d'action. C'est la prédominance d'une ou de plusieurs de ces facultés qui déterminera l'orientation, scolaire d'abord, vers les divers types d'humanisme avec prédominance des sciences naturelles, physiques ou mathématiques, de la littérature et des langues, mortes ou vivantes, de la création artistique ou des activités techniques et manuelles, ainsi que le choix de la profession.

« Celle-ci ne doit pas enfermer l'être humain trop étroitement dans le cadre de sa spécialité [...] Si la profession isole, la culture doit rapprocher [...] Elle] est pour l'individu un moyen de rester humain en dépit des automa-

tismes du métier et des contraintes sociales. Aucune préparation au métier ne saurait prévaloir contre cette obligation de mettre chaque enfant à même d'accéder à la culture. Ce sera la tâche spéciale de la section technique du second degré que de concilier apprentissage et culture [...] Il n'est pas jusqu'au domaine le plus technique, à l'activité la plus manuelle qui ne puisse avoir sa valeur de culture [...]

« À côté de l'acquisition, obligatoire pour tous, des techniques fondamentales permettant la communication entre les hommes : langue maternelle et autant que possible une autre langue vivante, lecture, calcul, écriture et dessin, il y aurait lieu de réaliser un équilibre entre le développement des facultés, l'initiation aux méthodes d'observation, d'expérimentation, de raisonnement ou de critique, et l'acquisition de connaissances solides plutôt que brillantes : pas de bourrage, mais pas non plus de dilettantisme : le respect des connaissances nécessaires n'est qu'une forme du sens solide des réalités. Il faudra, tout au long de l'enseignement, s'efforcer d'adapter activités, études, programmes, à l'évolution même de l'esprit de l'enfant en général et de chaque individu en particulier, de façon à en suivre le plus étroitement possible le développement naturel. Qu'on lui permette de marcher à son pas [...]

« Il y aura lieu d'imaginer, autour du tronc des enseignements communs, toute une série de branches d'activités répondant aux intérêts propres de l'individu [...] Cette variété pourra se définir suivant les besoins locaux et les ressources régionales. On serait ainsi conduit à déterminer pour chaque discipline un coefficient d'efficacité dans le développement de chaque faculté, et à développer la formation pédagogique des maîtres à tous les degrés pour qu'ils sachent porter ces coefficients à leur maximum.

« Pour connaître pleinement l'individualité de l'enfant [...] il faut lui présenter en grand nombre les activités manuelles et intellectuelles, artistiques et sociales, le monde de la nature et celui de la société, les champs et la ville, le domaine de la matière et celui de l'esprit [...] On ne peut parler de culture si celle-ci reste, comme

1. Ce premier numéro est en fait le sixième. Il a été précédé, en 1939, de deux numéros légaux (avril-mai-juin et juillet-août-septembre, sorti avant l'été) et d'un numéro saisi (octobre-novembre-décembre dont seuls les abonnés eurent connaissance). Suivront, sous l'Occupation, deux numéros illégaux parus sous le titre *La Pensée libre*.

2. Sur les travaux de la Commission Langevin-Wallon, voir l'article d'Etya Sorel paru dans le numéro 300 (octobre-novembre-décembre 1994) de *La Pensée*.

CULTURE ET HUMANITÉS... (suite)

elle le fut trop souvent, étrangère à la vie [...] Il ne faut pas qu'au sortir de l'école, à quelque degré que ce soit, les jeunes gens aient l'impression de commencer seulement à entrer dans la vie, à plonger dans la réalité ; il ne faut pas, comme il arrive trop souvent, les voir impatients de quitter l'école [...] C'est une liaison organique qu'il faut instituer entre l'école et son milieu, et non des rapports occasionnels [...] Cela est vrai du contact avec les hommes autant que du contact avec les choses [...]

« L'école fait faire à l'enfant l'apprentissage de la vie sociale et, singulièrement, de la vie démocratique [...] Ainsi se dégage la notion du groupe scolaire à structure démocratique auquel l'enfant participe comme futur citoyen et où peuvent se former en lui, [...] les vertus civiques fondamentales : sens de la responsabilité, discipline consentie, sacrifice à l'intérêt général, activités concertées, et où on utilisera les diverses expériences de self-government dans la vie scolaire.

« Noter que cet apprentissage de la vie sociale, essentiellement laïque, n'engage aucune idéologie, n'exige aucune mystique, métaphysique ou religieuse. L'expérience prouve que la prise en charge du milieu scolaire par les élèves eux-mêmes suscite de leur part un intérêt qui se suffit à lui-même. L'école peut donc remplir sa fonction éducatrice, morale et civique, sans rompre son statut de neutralité politique et religieuse. C'est aux familles qu'il revient d'orienter éventuellement leurs enfants vers l'Église ou vers le Parti. [...] Au point de vue de la formation du caractère et de l'éducation morale, il sera utile de recourir à un système d'alternance qui mettra en jeu tour à tour, dans la vie scolaire, le travail individuel et le travail collectif ou d'équipe [...]

« L'enseignement prendra donc pour maxime de rattacher systématiquement les connaissances à leurs origines humaines, donc de les dépouiller de leur caractère abstrait ou spécialisé pour les faire apparaître comme événements humains répondant à des exigences humaines. À cet effet, dès que l'élargissement du contact de l'enfant avec le monde le rendra possible, on donnera une place privilégiée à un enseignement historique de la civilisation qui servira de toile de fond et de constante référence aux divers enseignements entre lesquels il établira un lien profond. Dans l'enseignement scientifique en particulier, l'histoire des idées doit, selon moi, jouer un rôle essentiel, comparable à celui du contact avec la réalité.

« L'objet dernier sera de mettre l'individu, à tous points de vue, à sa place dans l'humanité [...] La vraie culture générale est celle qui fait l'homme ouvert à tout ce qui n'est pas lui-même, à tout ce qui dépasse le cercle étroit de sa spécialité. Ce à quoi nous aspirons sous le nom de culture vivante et humaine, c'est la conscience des liens

réiproques entre les diverses activités passées et présentes pour préparer l'avenir, de la parenté des esprits et de la fraternité des œuvres ; c'est ce qui donne un sens aussi large que la société elle-même au moindre des efforts, une portée humaine à la plus humble des activités. Comprendre autrui, savoir sortir de soi et de son égoïsme pour se mettre au point de vue des autres, saisir leurs besoins, leurs raisons d'agir, leurs façons de voir, les tolérer et les aider, collaborer à leur tâche comme à une tâche commune, n'est-ce pas un des aspects essentiels de la vie sociale et morale ? Cette vertu d'humanité ne devrait-elle pas être le produit naturel des "humanités" si elles veulent mériter leur nom ? [...] Ainsi se trouverait rempli le double devoir de personnalité et de solidarité dans lequel je vois, pour ma part, l'essentiel de toute morale humaine [...] Au double devoir de personnalité et de solidarité s'opposent les deux péchés mortels de conformisme et d'égoïsme ! [...]

« Nous devons résoudre le problème de l'enseignement dans le cadre national, tout en suivant ce qui se fait dans le même sens à l'étranger pour profiter des expériences acquises et y trouver au besoin des exemples et des leçons. Nous devons chercher ici la solution qui mette le mieux en valeur les richesses, toutes les richesses spirituelles et matérielles dont dispose la France [...] Les aptitudes exceptionnelles, celles qui font les grands savants, les grands écrivains ou les grands artistes, devront pouvoir mûrir en toute liberté [...] Pour les autres jeunes gens dont les aptitudes sont moins évidentes, l'effort d'orientation devra tenir compte, nationalement ou régionalement, des besoins en personnel créés par la nécessité d'exploiter nos richesses naturelles et par notre situation générale à l'égard des autres pays, par les possibilités d'échanges internationaux [...] Il sera évidemment nécessaire que le nombre et l'importance des établissements spécialisés, au degré secondaire et supérieur, soient déterminés en fonction des besoins, et que les services d'orientation puissent tenir compte de ceux-ci dans les conseils qu'ils donnent aux familles et aux jeunes gens [...]

« La mise en œuvre des principes qui viennent d'être rappelés [...] demandera un gros effort, de réflexion et d'organisation d'abord, puis, pour les maîtres de plus en plus nombreux qui seront nécessaires, de formation et d'initiation aux méthodes nouvelles. Ensuite viendra l'effort financier considérable, qui comportera une partie immédiate exigée par la gratuité de l'enseignement à tous les degrés et par l'octroi de subventions qui lui est lié, ainsi que par le relèvement de la situation matérielle du personnel enseignant, condition indispensable du relèvement de son autorité et du maintien de son recrutement [...]. »

origine de la crise de l'école et de l'enseignement supérieur en Europe

quelle issue pour s'en sortir ?

**Christine
Mendelsohn**

Le 28 mai 2009, à Lyon, le Parti de la gauche européenne et le Parti communiste français ont organisé un débat sur la crise de l'école et de l'enseignement supérieur.

Ils avaient invité des représentants du Bloco portugais, Refondation communiste italien, Parti communiste espagnol et Synaspismos grec pour permettre à des militants français d'échanger avec eux sur les réformes actuelles et les transformations nécessaires pour l'émancipation humaine.

L'adaptation des systèmes éducatifs aux exigences de la guerre économique conduit partout, en France, en Italie, en Grèce, en Belgique, en Allemagne, au Danemark et en Espagne, à la mise en place d'un système d'éducation centré sur la libéralisation des marchés et de la déréglementation du travail. Ces réformes ouvrent la porte à un enseignement à plusieurs vitesses et la mise en concurrence des établissements détruit l'idée même de culture.

Les réformes actuelles sont à la fois analysées comme d'origine commune à nos pays : OCDE de 1992, l'OMC de 1995 et la stratégie de Lisbonne de 2000 et, à la fois, comme une destruction des fondements de la cohésion sociale que nous avons mis en place chacun dans nos pays pour des garanties de droit, sous des formes différentes par nos sociétés.

I - Analyse des processus en cours

1. L'obstination de chaque gouvernement à poursuivre les réformes malgré de fortes manifestations est attribuée à une logique nationale

- Le représentant de Bloco Portugal estime que la démocratie au Portugal est remise en cause quand 80 % des enseignants, jusque-là peu organisés, décident en 2008 de descendre dans la rue et que leur ministre maintient les réformes. Au Portugal, toutes les réformes se font dans le cadre d'une baisse des subventions publiques : les évaluations se font sur la quantité et le gouvernement se félicite de l'augmentation du chiffre, et pas sur la qualité qui est aujourd'hui la revendication première de la population.

- La militante de Synaspismos nous parle des luttes importantes de 2006 et 2007 contre les réformes qui transfèrent l'éducation dans le marché. Elle explique la victoire en partie par la tradition grecque de considérer l'université comme un espace public de débat.

Ce mouvement s'inscrit dans le refus du modèle anglo-saxon et dans l'histoire de ce pays où l'université a été un espace d'asile où la police n'avait pas le droit de rentrer.

Si leur gouvernement a dû reculer sur le processus de Lisbonne et de Bologne, c'est que les opposants aux réformes libérales n'ont pas été que « anti » mais aussi force de proposition.

- Le militant de Refondation communiste explique que le gouvernement fasciste avait organisé l'orientation à 11 ans et que le gouvernement actuel remet ce projet à l'ordre du jour par la réduction par l'argent de l'accès à l'université, donc un projet de classe. De plus, le gouvernement se permet d'intervenir dans le programme. En Italie, la population, qui se révolte contre l'éducation glissant vers une grande affaire financière, invoque l'article 3 de leur constitution qui garantit l'égalité de tous dans l'espace public.

- La représentante du Parti communiste espagnol démontre que le chef de gouvernement socio démocrate de son pays, qui était contre ces réformes avant son élection, s'est plié aux exigences néolibérales après sa prise de pouvoir. Alors qu'il y a eu peu de réaction dans le milieu professionnel au début de la privatisation de ce secteur, des luttes importantes ont eu lieu en 2008, malgré une position des syndicats très en retrait.

- En France, il a fallu du temps pour repérer la cohérence des réformes de la maternelle à l'université : la place du savoir dans la société. Les réformes passent par une externalisation des missions comme celle du RASED, des transferts de charges sur les collectivités sans budget garanti et le principe de concurrence dans l'enseignement supérieur. Nous avons limité les dégâts par quelques victoires.

Le projet des libéraux est de faire en sorte que l'éducation ne soit plus une mission collective, mais un contrat individualisé, qui permet de déconnecter les diplômés des conventions collectives. Dans la mission collective, l'échec scolaire est analysé avec une conscience d'injustice sociale et donc de révolte possible, alors que dans le système bourgeois, c'est un échec personnel qui engendre culpabilité et acceptation de sa condition d'exploitation.

2. Et cette obstination est aussi expliquée dans une logique qui nous est commune en Europe et au-delà

Pour le capital, l'école n'est pas un espace d'émancipation humaine, mais sert à une reproduction d'élite pour un petit nombre et une formation du salariat flexible pour le plus grand nombre. Et aujourd'hui, en plus, avec le processus de Lisbonne qui veut faire de l'Europe l'éco-

QUELLE ISSUE... (suite)

nomie de la connaissance la plus compétitive du monde, il faut tirer de la plus value de ce secteur.

Lorsqu'il y a un accès de masse au savoir, il y a un début de transformation sociale. Mais l'UE actuelle qui est au service du patronat, vide l'enseignement des conquêtes faites dans chaque pays, par exemple, en réduisant l'accès de l'université par l'argent.

L'union européenne actuelle a la culture du chiffre, les peuples sont méprisés et cette communauté passe à côté de la libération de l'imaginaire. La preuve que ce projet de réforme dans l'éducation est politique est qu'il est le même dans tous les pays.

Le projet de société qui est en train de se construire est inégalitaire et de classe.

II - Propositions alternatives

1. Il faut extraire le savoir des accords de l'OMC, car ce n'est pas une marchandise. Les réformes de l'OMC sont dans la logique de Brettenwood qui vise à vider l'Etat de sa mission social et qui réduit la démocratie. L'Europe doit remettre l'humain au centre et comme l'intelligence n'est pas innée, l'école doit être un service qui permet à chacun de construire sa vie en assurant une période longue de formation de qualité.

Doit-on défendre cette école qui a toujours été aussi inégalitaire ? La démocratisation de l'enseignement n'a pas été un cadeau de la bourgeoisie, mais le résultat de lutte. Le combat aujourd'hui n'est pas de défendre le statut quo, mais de défendre le statut public et laïc que l'on veut faire éclater aujourd'hui et qui est pour nous le cadre où peut se développer la qualité pour le plus grand nombre.

Le savoir est un bien commun et il est émancipateur sous certaines conditions économiques et sociales : c'est pourquoi les réformes de la BCE, du pacte de stabilité, la création d'un salaire minimum dans chaque pays européen, etc. ont des conséquences sur l'enseignement.

2. Il est nécessaire de clarifier quelles sont les lois nationales et celles impulsées par la communauté européenne et clarifier la responsabilité des gouvernements nationaux dans les directives européennes qui utilisent l'Europe pour faire passer les lois impopulaires dans l'intérêt des profits capitalistes des entreprises.

La gestion de l'Europe est faite par une coalition de forces libérale de droites et de ceux qui se prétendent de gauche. Ce sont ces mêmes forces qui gouvernent nos pays. Elles se battent entre elles, mais sont toutes deux responsables de la crise. Cette situation ne permet plus aux citoyens de faire des choix. La clarification des responsabilités et des enjeux est décisive pour que les citoyens se réapproprient l'intérêt de voter.

Aujourd'hui notre atout est que le côté mercantile de la politique du marché est de moins en moins supporté. Nous devons nous réapproprier le concept de biens communs et de droits fondamentaux que le patronat a détourné pour la bourgeoisie.

3. Avec les luttes communes sur l'éducation nous pouvons passer du désespoir à l'action. Ces luttes sont communes car l'attaque est la même. Il faut plus d'élus au niveau local, national et européen qui défendent ce que l'on veut et il faut faire front devant l'obstacle.

L'unité des luttes est importante, au niveau européen dans un même secteur et au niveau national entre les différents secteurs. Mais cela dépend du degré de conscience des attaques et de la qualité des propositions alternatives des forces politiques et donc d'une autorité morale pour unifier les liens.

Ces élections européennes permettent de prolonger les luttes dans le débat politique. Les enseignants ont pu porter leurs luttes dans le débat des élections des députés européens, car le Front de Gauche en France en a fait un point important. La convergence des luttes syndicales et politiques est déterminante pour le rapport de force.

4. Et si les gouvernements s'entêtent actuellement dans la démolition aussi des services publics, c'est parce que les libéraux utilisent la crise pour installer durablement la concurrence dans le salariat, en supprimant toute protection. C'est pour eux la condition de la mise en place d'un modèle social assurant le règne du capitalisme pour une longue période, quitte à sacrifier l'avenir de nos enfants et de la planète.

Dans l'Europe, ce sont les peuples qui innovent et qui recherchent la coopération. La coopération doit remplacer la concurrence. Ceci est vrai pour les rapports nord-sud : les migrations sont des solutions et les pays anciennement colonisés doivent sortir de la dépendance avec nous.

La coopération est aussi vraie entre pays européen et nécessaire pour tout le secteur de l'enseignement supérieur et la recherche. Une commission de chercheurs doit travailler avec la commission européenne pour l'avenir de ce secteur. Les sciences et la citoyenneté doivent avoir un pouvoir d'intervention sur les choix technologiques et scientifiques.

Cette initiative est une étape dans la campagne commune que mènent les partis associés dans la gauche européenne pour l'émancipation humaine. Et les conditions de cette lutte de classe dépendent des résultats des élections des députés au Parlement européen, dont les résultats sont dans quelques heures, au moment où je fais ce compte-rendu.